

une révélation pour moi. Elle représentait des millions et des millions de gens du Tiers monde qui espèrent bien un jour pouvoir se payer des biens et des services que nous pourrions produire.

Les pays industrialisés ont tout intérêt, comme ne cessent de nous le répéter Robert McNamara, M. Ramphal et les spécialistes des Nations Unies, à pratiquer une politique d'autosuffisance à l'égard des pays du Tiers monde pour que leur population puisse s'élever au-dessus d'un niveau de vie qui n'est même pas digne d'un être humain et deviennent les consommateurs de l'avenir. C'est une politique à long terme axée sur l'épanouissement de l'homme qui est non seulement favorable aux peuples, et aux sociétés de ces pays, mais aussi à nos industries manufacturières.

● (1702)

Quand je parle d'harmoniser les politiques, j'entends que le gouvernement devrait harmoniser ses politiques. Voici ce que j'ai à dire aujourd'hui aux ministériels, et à ceux de mes propres collègues qui vraisemblablement formeront sous peu un gouvernement . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Roche:** . . . lorsque notre parti formera ce gouvernement, nous élaborerons des politiques de développement du genre de celles qu'a décrites le député de Vancouver Quadra, c'est-à-dire des politiques à long terme, sur lesquelles nous pourrions compter, et non pas de ces politiques d'expédients comme celles du gouvernement actuel. Voilà ce qu'a préconisé M. McNamara.

Je suis convaincu que l'avenir des politiques canadiennes de développement serait beaucoup plus prometteur si nous insistions, au cours du présent débat et lors des délibérations au comité qui suivront, en vue d'en convaincre le gouvernement, sur la nécessité d'avoir des politiques à long terme, intégrées, harmonisées, qui tirent parti du fait qu'il nous faut créer des nouveaux marchés qui tiennent compte des conditions réelles partout dans le monde, et surtout des pays en voie de développement et des peuples qui doivent à tout prix parvenir à compter sur leurs propres moyens.

Avant d'aborder le dernier volet de mon discours, j'aimerais faire l'observation suivante, monsieur l'Orateur. Le gouvernement se sert actuellement de l'ACDI comme d'une sorte de mini-SEE, ce qui est malheureux pour les pays intéressés parce que la majeure partie des subventions qu'accorde l'ACDI—et elle a maintenant un budget de 1.2 milliard de dollars consacré à une forme d'aide bilatérale axée sur les techniques de pointe dans une proportion de 60 à 65 p. 100—ont pour but d'aider les entreprises canadiennes. Je veux bien que l'on aide les entreprises canadiennes et que l'on fasse tout son possible pour stimuler les exportations et la production manufacturière au Canada. Ce que je n'admets pas, c'est que l'ACDI le fasse sous prétexte d'aider certains pays car les fabricants canadiens finissent par compter sur l'ACDI pour leur trouver des débouchés.

Le rôle de l'ACDI devrait se borner à aider les habitants des villages surpeuplés à compter sur leurs propres moyens, et cesser de consacrer le gros de son budget à l'exportation de matériel de pointe, ce qui peut paraître intéressant à brève échéance car elle stimule ainsi nos exportations mais qui, à vrai dire, n'aide pas les bénéficiaires à progresser. L'Indonésie

en constitue un bel exemple, ce pays que nos amis de la SEE connaissent bien car leurs activités y sont intenses.

L'ACDI y a mis en œuvre un programme entraînant des déboursés de l'ordre de 37 millions de dollars sous la forme d'une aide officielle au développement, alors que, de son côté, la SEE s'est engagée à prêter 200 millions à ce pays. Mais qu'obtient-on pour cet argent? Des avions, des cours de formation à l'intention des pilotes, des génératrices et un certain nombre d'autres choses, comme de l'équipement nécessitant le recours à une technologie avancée, toutes des choses que j'ai vues de mes propres yeux. Tout cela ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan pour notre industrie manufacturière.

Les représentants de l'ACDI, bien sûr, parcourent notre pays en disant aux Canadiens qu'ils devraient appuyer l'ACDI, car celle-ci stimule nos exportations. L'industrie canadienne a, bien sûr, besoin d'aide, mais c'est à la SEE qu'il appartient de jouer ce rôle, et elle ne doit pas le faire sous le prétexte d'aider les autres pays, car, par exemple, alors qu'on envoie en Indonésie, en guise d'aide, de l'équipement hautement technologique, des études menées dans ce pays montrent que 75 p. 100 des gens y vivent dans des villages dont les maisons n'ont ni plancher, ni eau, ni latrines, et où il n'y a pas de services scolaires.

Nous ne parlons pas d'une petite collectivité éloignée et perdue. Nous parlons ici du cinquième pays du monde, avec 140 millions d'habitants, dont 75 à 80 p. 100 vivent dans des villages avec des moyens de subsistance presque inexistantes. Le Bangladesh est dans une situation analogue: 80 millions d'âmes, dont 90 p. 100 vivent dans des régions rurales dépourvues des services essentiels. C'est pourquoi M. McNamara a déclaré que si les pays nantis veulent vraiment aider les pays en voie de développement, ils devraient axer leur politique d'aide vers la création d'une autonomie, en orientant principalement les moyens d'assistance dans les cinq domaines, essentiels d'après moi, de l'alimentation, de l'approvisionnement d'eau, du logement, de l'hygiène et des possibilités d'emploi.

J'ai dit pour quelles raisons il y a lieu de faire une différence entre ce que fait la SEE et ce que devrait faire l'ACDI, pour ouvrir des marchés possibles aux produits canadiens. A la base du problème très complexe des relations nord-sud, il faut se rappeler que c'est la faible productivité qui est au cœur du dilemme, au Canada comme dans les pays en voie de développement. Dans l'intérêt des pays riches comme des pays pauvres, nous devons donc augmenter considérablement la productivité dans le monde entier, ce que nous ne pourrions faire qu'en stabilisant les prix des denrées, en abaissant les tarifs douaniers, en favorisant l'apport de capitaux dans les pays en voie de développement et en procédant au transfert de la technologie.

Ce bill nous donne l'occasion de rappeler que nous devons poursuivre et intensifier la coopération technique avec les pays en voie de développement. La SEE devrait donc essayer d'inciter les investisseurs privés à s'orienter vers les pays en voie de développement, ce qui permettrait non seulement d'aider ces pays mais également d'aider l'industrie canadienne des produits manufacturés.

Il faudrait augmenter les investissements privés canadiens vers les pays en voie de développement par le truchement d'un organisme comme le Conseil consultatif du développement international, qui pourrait assurer les consultations systématiquement.